



G.I.D. "Liberté"

"Tout message ne vaut que comment il est perçu et ce qu'il génère"

Communiqué de presse

le 16 juin 1996

Le contrat social est rompu,

la légitimité de la représentation nationale est en cause,

le conseil constitutionnel a choisi le 3 mai 1996 une nouvelle fois d'avaliser la fraude électorale de monsieur sarkozy,

le conseil constitutionnel a choisi le 3 mai 1996 une nouvelle fois d'avaliser les entraves à la Liberté d'expression.

En écartant la procédure contradictoire, le conseil constitutionnel a refusé d'établir les faits. Technique judiciaire de l'étatisme français qui permet d'occulter des réalités, en refusant d'établir les faits.

La Liberté d'expression est concédée à ceux qui ne remettront pas en cause l'étatisme.

L'étatisme français composé de corps constitués a usurpé la souveraineté du Peuple en utilisant un droit qui viole la Loi.

Les corps constitués en entravant régulièrement la Liberté d'expression, en avalisant la fraude électorale, créent de telles distorsions dans la Libre expression que les résultats des élections ne sont plus le reflet des légitimes aspirations de la Nation.

L'impunité des politiques et de la haute administration est assurée par les magistrats français.

L'impunité des magistrats français est assurée par les politiques et par la haute administration.

La Nation a perdu confiance dans les institutions de l'Etat.

La Loi n'est plus la même pour tous.

La complicité et la connivence sont à jour, les corps constitués vivant de, et par l'état, exacerbent les antagonismes et encouragent la Nation dans des affrontements artificiels.

Affrontements qui permettent d'écarter le véritable débat: la justification du pouvoir et l'injustifiabilité organisée des corps constitués prévariés;

affrontements encouragés et organisés qui ont pour bases: la frustration sociale ou un odieux racisme monté et entretenu de toutes pièces.

Les deux principaux intérêts des corps constitués sont:

- par un habillage rhétorique, s'approprier la richesse produite par l'Autre grâce à une confusion entretenue entre la gestion "privée" et la gestion "publique",

- se soustraire à la Loi commune en utilisant un droit qui viole la Loi.

Le refus d'un système politique en boucle au profit d'un système politique pyramidal habillé en "république" amène inexorablement notre Pays à la faillite.

Faillite qui engagera la responsabilité des membres des corps constitués, des politiques, des commis de l'état et leurs complices qui auront participé au pillage du patrimoine de la Nation.

L'enjeu d'une Justice élue est le morcellement et l'affrontement des pouvoirs au profit des Citoyens.

La légitimité de la représentation nationale est en cause, monsieur sarkozy comme tant d'autres, a été élu avec moins d'un quart des voix du corps électoral, en pratiquant la fraude, et en ayant bénéficié des entraves à la Liberté d'expression.

La légitimité de la représentation nationale est en cause, monsieur sarkozy comme tant d'autres a usurpé la souveraineté du Peuple avec l'appui des corps constitués.

Le contrat social est rompu.

Les corps constitués, pour échapper aux tribunaux militaires américains, avaient reconnu celui qui sauva l'Honneur de notre Nation.

Il y a cinquante ans, le général de Gaulle espérait en une constitution qui donnerait à notre Nation une stabilité politique permettant au Peuple d'avoir confiance en ses institutions.

Ces mêmes corps constitués dont les membres s'étaient mis au service du nazisme pour ne pas perdre leurs privilèges, se sont de nouveau appropriés l'état.

La collusion est totale.

Grâce aux moyens actuels de communication et d'information, nous pouvons briser cette collusion sans violence physique, sans l'utilisation de la force.

Nous prendrons donc par Décisions publiées au Journal Officiel Français de la Liberté les mesures pour protéger nos Concitoyens et les Entreprises de la faillite économique, ainsi que celles nécessaires à l'établissement d'une véritable Démocratie.

Le Juste châtiment sera au rendez-vous de la Liberté pour qu'en notre Patrie plus jamais la souveraineté du Peuple soit usurpée.

Nous rendrons la souveraineté du Peuple aux Peuples, en nous dotant d'une Justice élue et légitime.

Rendant compte de nos actes à la Nation, le Journal Officiel de la Démocratie Française se substituera au Journal Officiel Français de la Liberté.

∞le coordonnateur

"Laisser les rochers être mes armées et les oiseaux mes alliés"

Charlemagne